



Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

325-326 | septembre-décembre 2011
325-326

L'agriculture dans les pays d'Europe centrale et orientale. Continuité et adaptation

Agriculture in the Central and Eastern European Countries: Continuity and Adaptation

Gilles Bazin et Lise Bourdeau-Lepage



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3214>

DOI : 10.4000/economierurale.3214

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 21 octobre 2011

Pagination : 10-24

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Gilles Bazin et Lise Bourdeau-Lepage, « L'agriculture dans les pays d'Europe centrale et orientale. Continuité et adaptation », *Économie rurale* [En ligne], 325-326 | septembre-décembre 2011, mis en ligne le 17 octobre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3214> ; DOI : 10.4000/economierurale.3214

L'agriculture dans les pays d'Europe centrale et orientale. Continuité et adaptation

Gilles BAZIN • AgroParisTech, UFR Agriculture comparée et développement agricole, Gilles.Bazin@agroparistech.fr

Lise BOURDEAU-LEPAGE • Université de Lyon, UMR Environnement-Ville-Société, lblepage@gmail.com

Introduction

L'intégration de douze nouveaux États membres entre 2004 et 2007 a profondément modifié la structure productive de l'agriculture européenne. La surface agricole utilisée (SAU) augmente de 47,7 millions d'hectares (+ 38 %) et l'emploi agricole fait plus que doubler avec 6 millions supplémentaires d'unité de travail annuel (UTA) et 7,9 millions d'exploitations agricoles¹ en 2007 dans les dix Pays d'Europe centrale et orientale (PECO10)². Fondée sur les résultats des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles européennes (2000, 2003, 2005 et 2007 notamment) notre analyse cherche à spécifier les évolutions agricoles récentes des PECO10.

D'abord, les modalités d'intégration des PECO10 dans la PAC seront rappelées. Ensuite, au-delà du « dualisme » qui marque les structures agraires de la plupart de ces États, ce sont les caractéristiques des processus de restructuration à l'œuvre qui retiendront notre attention. Enfin, pour préciser la place que prend l'agriculture des PECO10 dans l'ensemble européen, quelques évolutions des principales productions et des résultats économiques seront évoqués.

1. L'exploitation agricole est, au sens de la statistique agricole européenne, une unité de production qui répond à trois conditions : produire des produits agricoles ; atteindre au moins un hectare de SAU ou 20 ares de cultures spécialisées, ou une activité minimum de production agricole (1 vache, 10 ruches...) ; être soumise à une gestion courante unique.

2. C'est-à-dire les dix nouveaux entrants sans Chypre et Malte.

Le défi de l'intégration des PECO dans la PAC

Les négociations sur le chapitre agricole ont été parmi les plus difficiles, compte tenu de l'importance politique et budgétaire du dossier. L'Agenda 2000, tel qu'il fut arrêté à l'issue du Conseil européen de Berlin de mars 1999, chargé de valider les perspectives financières 2000-2006, laissait en suspens la question de l'attribution des aides directes de la politique agricole commune (PAC) après les avoir estimées entre 7 et 8 milliards d'euros par an pour l'ensemble des douze futurs États membres. Cela représentait pour le budget de la PAC une augmentation de l'ordre de 20 %, à laquelle de nombreux pays membres (y compris la France) étaient opposés. Le raisonnement de la Commission européenne qui consistait à dire que les nouveaux États membres (NEM) n'avaient pas besoin des aides compensatoires de la PAC puisqu'ils ne subiraient pas de baisses de leurs prix agricoles était parfois erroné (le prix de soutien du blé en Pologne, par exemple, était supérieur au prix européen en 2004) et intenable à terme, car elle aurait introduit, pour la première fois, une PAC à deux vitesses qui aurait généré des distorsions de concurrence insoutenables (Pouliquen, 2001).

Ce n'était pas le seul sujet de discord. La fixation des quotas de production pour le lait, le sucre, le tabac, etc., ou encore les quotas de primes (nombre de bovins et d'hectares primés, niveau des rendements servant à calculer les aides par hectare) qui conditionnent largement les capacités d'investis-

sement dans ces secteurs ont également fait l'objet d'âpres négociations. La Pologne, qui produisait 16 millions de tonnes de lait en 1989 et 12 millions de tonnes en 2001 (dont 7,6 collectées), réclamait un quota de 13,7 millions pour, en définitive, n'obtenir que 9,4 millions, soit à peine l'équivalent de sa consommation. Confrontés à une levée de boucliers de la part des futurs États membres qui s'insurgeaient contre le fait d'avoir à se plier à toutes les contraintes de la PAC en termes de prix, de quotas et d'organisation des marchés, sans pour autant bénéficier de tous ses avantages, les Quinze décidaient finalement, au sommet de Copenhague de décembre 2002, de leur attribuer 25 % des aides directes en 2004, 30 % en 2005, 35 % en 2006 et 40 % en 2007 ; puis d'augmenter de 10 % par an afin d'atteindre le même niveau que l'UE15 en 2013.

Enfin, devant l'insistance des pays candidats pour obtenir des conditions de concurrence plus équitables, l'UE acceptait que les nouveaux membres puissent compléter les aides directes en réaffectant à leurs agricultures jusqu'à 30 % de leurs dépenses destinées initialement au développement rural, afin que ces dernières puissent bénéficier de l'équivalent de 50 % des aides directes dès 2004. Ils parviendraient ainsi à accorder un soutien de l'ordre de 100 euros par hectare en 2006, contre une moyenne de 280 euros par hectare dans l'UE15. Ce régime de paiements directs nationaux complémentaires (encore intitulés *top-ups*), considéré comme une « facilité » accordée aux NEM n'en devait pas moins peser sur les budgets de ces pays, déjà soumis à de fortes contraintes.

Globalement, l'adhésion des dix NEM a coûté environ 40 milliards d'euros au budget communautaire pour la période 2004-2006 dont il faut retrancher une dizaine de milliards d'euros correspondant à leurs contributions. La part consacrée à l'agriculture représente 24 % du total, soit 9,8 milliards d'euros dont la moitié est destinée au développement rural alors que

les actions structurelles (infrastructures et développement régional) totalisent 53 % des dépenses, soit 21,8 milliards d'euros.

Pour la période 2007-2013, il est prévu que les NEM bénéficient :

- 1) de 40 milliards d'euros au titre du premier pilier de la PAC (interventions sur les marchés et aides directes) sur un total de 293 milliards ;
- 2) de 33 milliards d'euros pour le développement rural (sur un total de 70 milliards), destinés à financer des mesures de pré-traitement, l'installation de jeunes agriculteurs, la modernisation des exploitations, la protection de l'environnement, la qualité et la mise aux normes, etc. ;
- 3) de 157 milliards d'euros pour les politiques régionales et de cohésion (soit 54 % d'un total de 308 milliards d'euros).

Ce sont donc au total 73 milliards d'euros, soit environ le cinquième des financements de la PAC, qui bénéficieront aux PECO10 alors qu'ils représentent plus de la moitié des actifs agricoles de l'UE27. À titre de comparaison, l'agriculture française seule devrait recevoir une somme équivalente sur la même période. Ce traitement discriminatoire a été largement critiqué par les PECO et est toujours un sujet politique sensible qui revient régulièrement dans les débats européens concernant notamment la répartition du futur budget agricole entre États membres (Parlement européen, rapport Tabadji, 2006).

La stratégie de développement proposée consiste à concentrer les moyens financiers sur les fonds structurels, plus précisément le fonds de cohésion, afin de moderniser rapidement les infrastructures et de dynamiser l'économie des NEM. Les financements agricoles et, en particulier les aides directes de la PAC, doivent permettre d'atténuer le choc de la concurrence des agricultures plus productives de l'Ouest et d'assurer la compétitivité des plus grandes exploitations. Quant à ceux dédiés au développement rural, ils encourageront la restructuration et la modernisation des exploitations moyennes et grandes, grâce,

Tableau 1. L'évolution de l'agriculture dans les PECO10 depuis 2000

	Main-d'œuvre en UTA					Part de l'agriculture* dans la population active occupée en 2007 (en %)	Part de l'agriculture dans le PIB (en %)	
	En milliers d'UTA			Évolution 2003-2007 (en %)	Évolution 2000-2007 (en %)		2003	2007
	2000	2003	2007					
Bulgarie	770,8	791,6	494,4	- 37,5	- 35,9	7,5	8,2	4,2
Rép. Tchèque	165,5	170,3	138,1	- 18,9	- 16,6	3,6	1,4	0,9
Estonie	64,6	38,8	32,9	- 15,3	- 49,1	4,7	2,2	1,8
Hongrie	676	581,9	459,3	- 21,1	- 32,1	4,6	3,1	2,4
Lettonie	148,6	140,9	107,4	- 23,8	- 27,7	9,9	2,6	1,6
Lituanie	186,7	186,7	114	- 38,9	- 38,9	10,4	2,9	2,7
Pologne	2 494,9	2 279,4	2 299,3	0,9	- 7,8	14,7	3,1	2,6
Roumanie	3 645,0	2 696,0	2 216	- 17,8	- 39,2	29,5	12,2	5,1
Slovaquie	143	118,6	91,3	- 23	- 36,2	4,2	2	1
Slovénie	103,8	95,6	84	- 12,2	- 19,1	9,9	1,9	1,2
PECO10	8 399,0	7 100,0	6 036,6	- 15	- 28,1	10,2	3,8	2,4
UE15	6 509,6	6 166,1	5 678,6	- 7,9	- 12,8	3,5	1,6	1,2
UE27	14 944,1	13 300,9	11 744,1	- 11,7	- 21,4	5,6	-	1,3

Note : *L'agriculture comprend également la sylviculture, la chasse et la pêche.

Sources : Eurostat, FAO et UNSO (2009).

notamment à des mesures de préretraite et de soutien à l'installation et à l'investissement. La difficulté de la mise en œuvre de ces seconds types de financements, déjà constatée lors de la réalisation des programmes de préadhésion Sapard (*Special accession program for agriculture and rural development*) est surtout due à la faiblesse de l'administration et au manque d'organisations et de relais professionnels dans les PECO10, et pose problème pour l'avenir (Von Hirschhausen, 2008).

Des économies encore fortement agricoles

En 2007, l'activité agricole dans les PECO10 emploie en moyenne 10,2 % de la population active occupée, soit une proportion presque trois fois plus importante que dans UE15 (tableau 1). Ce pourcentage dépassait 16 % à la fin des années 1990 (Pouliquen, *op. cit.*) :

- en Roumanie, seul pays qui a vu augmenter sa population agricole durant les années 1990 du fait d'un retour massif dans les campagnes (Parlog et Caracota, 2002), il atteint encore 29,5 % ;
- en Pologne, après une forte réduction dans les années 1990, il s'élève à 14,7 %.

Ces deux pays représentent, avec 4,5 millions d'UTA, les trois-quarts de la main-d'œuvre agricole des PECO10. L'agriculture est par conséquent un secteur économiquement, socialement et politiquement particulièrement sensible dans ces pays.

En République Tchèque, en Slovaquie, en Hongrie ou encore en Estonie, la place économique de l'agriculture est plus proche de la moyenne de l'UE15. Dans ces pays, la main-d'œuvre agricole représente entre 3,6 % et 4,7 % de la population active occupée, situation comparable à celle de l'UE15 (3,5 %). Il existe ainsi des situations structurelles d'une grande diversité, résultat des processus nationaux différenciés de collectivisation dans les années 1950, puis de décollectivisation et de réformes foncières qui couvrent les vingt dernières années (Bignebat et Latruffe, dans ce numéro).

En 2007, les PECO10 représentent 51,4 % des UTA de l'UE27. Mais la restructuration est en marche et la population agricole a perdu 2,3 millions d'UTA entre 2000-2007 (dont 1 million d'UTA entre 2003 et 2007), soit 28,1 %. Dans le même temps, l'UE15 perdait 831 000 UTA soit 12,8 %

Tableau 2. L'évolution entre 2003 et 2007 du nombre d'exploitations et de la SAU moyenne par exploitation dans les PECO10 et l'UE15

	Nombre d'exploitations agricoles			SAU moyenne des exploitations		
	2003 (en milliers)	2007 (en milliers)	Évolution 2003-2007 (en %)	2003 (en milliers)	2007 (en ha)	Évolution 2003-2007 (en %)
Bulgarie	665,6	493,1	- 25,9	4,4	6,2	41,8
Rép. Tchèque	45,8	39,4	- 13,9	79,3	89,3	12,5
Estonie	36,9	23,3	- 36,7	21,6	38,9	80,0
Lettonie	126,6	107,8	- 14,9	11,8	16,5	39,9
Lituanie	253,0*	230,3	- 9,0	9,8*	11,5	16,8
Hongrie	773,4	626,3	- 19,0	5,6	6,8	20,0
Pologne	2 172,2	2 391,0	10,1	6,6	6,5	- 2,5
Roumanie	4 484,9	3 931,4	- 12,3	3,1	3,5	12,6
Slovénie	77,2	75,3	- 2,3	6,3	6,5	2,9
Slovaquie	71,7	69,0	- 3,8	29,8	28,1	- 5,8
PECO10	8 707,1	7 986,9	- 8,3	5,4	6,0	11,7
Belgique	54,9	48,0	- 12,6	25,4	28,6	12,8
Danemark	48,6	44,6	- 8,2	54,7	59,7	9,1
Allemagne	412,3	370,5	- 10,1	41,2	45,7	11,0
Irlande	135,6	128,2	- 5,4	31,7	32,3	1,8
Grèce	824,5	860,2	4,3	4,8	4,7	- 1,5
Espagne	1 140,7	1 043,9	- 8,5	22,1	23,8	8,0
France	614,0	527,4	- 14,1	45,3	52,1	15,1
Italie	1 963,8	1 679,4	- 14,5	6,7	7,6	13,6
Luxembourg	2,5	2,3	- 6,1	52,3	56,9	8,8
Pays-Bas	85,5	76,7	- 10,2	23,5	24,9	6,3
Autriche	173,8	165,4	- 4,8	18,7	19,3	2,9
Portugal	359,3	275,1	- 23,4	10,4	12,6	21,8
Finlande	75,0	68,2	- 9,0	29,9	33,6	12,2
Suède	67,9	72,6	7,0	46,1	42,9	- 6,8
Royaume-Uni	280,6	299,8	6,8	57,4	53,8	- 6,3
UE15	6 239,0	5 662,4	- 9,2	20,2	22,0	8,9

Note : * données 2005

Source : EUROSTAT, sept. (2009).

(dont 487 500 UTA entre 2003 et 2007). Au cours des quatre dernières années (2003-2007), la diminution de la main-d'œuvre agricole dépasse 37 % en Bulgarie et Lituanie et 21 % en Lettonie, Slovaquie et Hongrie.

Dans les années 2000, le rythme de réduction de la main-d'œuvre agricole s'établit dans les PECO10 à plus du double de celui de l'UE15. Mais ce mouvement a commencé bien avant le processus d'intégration dans l'Union, notamment avec le licenciement massif des employés des fermes d'État dans les années 1990 (Bafail, 2006 ; Bafail *et al.*, 2003). L'exode agricole a très certainement été soutenu par les forts taux de croissance du PIB pendant la période

2003-2007 (compris entre 4 % et 10 %) et la baisse du chômage (en 2007, les taux de chômage les plus élevés atteignaient 7,4 % en Hongrie, 9,6 % en Pologne et 11,1 % en Slovaquie).

L'ouverture quasiment complète des frontières avec l'UE15, à partir de 2004, a encouragé l'émigration temporaire ou définitive de nombreux actifs agricoles. Mais les petites exploitations n'ont pas forcément disparu et constituent parfois un « refuge » face à la crise économique actuelle, comme en Pologne (Darrot, 2008). La diminution de la main-d'œuvre agricole, n'a pas touché tous les pays de la même manière. Des études ont montré qu'entre 1995 et 2000, en Bulgarie et surtout en Roumanie, l'activité

agricole a progressé, éloignant même ces deux pays de la structure d'emploi de l'UE (Bourdeau-Lepage, 2006). L'agriculture a été au cours de cette période une « activité de subsistance » pour une frange de la population dans un contexte d'augmentation du chômage (Bourdeau-Lepage, 2005).

La contribution de l'activité agricole au PIB national a fortement diminué au cours de la période 2003-2007 passant de 3,8 % du PIB à 2,4 % en moyenne dans les PECO10. En 2007, elle reste malgré tout deux fois supérieure à celle de l'UE15.

Une substitution capital-travail accélérée

En 2007, les PECO10 concentrent 57 % des exploitations agricoles de l'UE27 sur 28,4 % de la SAU de l'UE27. Le nombre d'exploitations dans l'ensemble des PECO10 a diminué en moyenne de 8,3 % entre 2003 et 2007, suivant ainsi la même tendance que dans l'UE15 où le nombre d'exploitations a chuté de plus de 9 % (tableau 2). Dans les PECO10, la baisse de la main-d'œuvre agricole est beaucoup plus rapide (le rythme est quasiment le double) que la baisse du nombre d'exploitations, ce qui n'est pas le

cas dans l'UE15. Ceci indique une évolution rapide des systèmes de production (substitution du travail par du capital dans les plus grandes exploitations notamment qui tendent à se spécialiser en grandes cultures) ainsi que le départ temporaire ou définitif des travailleurs en surplus et mal rémunérés dans les petites exploitations familiales. Un pays se distingue cependant, la Pologne, qui a enregistré une stabilisation du nombre d'UTA et une augmentation du nombre d'exploitations de 10 %. Une grande partie de l'augmentation du nombre des exploitations polonaises serait liée à des propriétaires ou anciens agriculteurs qui se déclarent exploitants pour toucher les aides de la PAC par hectare, mais qui donnent leurs terres en location (Halamska, 2007).

Les pays qui ont perdu le plus de petites exploitations entre 2003 et 2007 augmentent très fortement la taille moyenne de leurs exploitations : c'est le cas de l'Estonie (+ 80 % soit + 17,3 hectares par exploitation), la Bulgarie (+ 41,8 % mais on part de très petites structures de 4,4 hectares en moyenne), la Lettonie (+ 39,9 %) et dans une moindre mesure la Hongrie (+ 20 %). En Slovaquie, la diminution de la taille moyenne des exploitations a été induite par

Tableau 3. L'évolution par classe de surface des PECO10 entre 2003 et 2007

	Part des exploitations de moins de 5 hectares dans le total des exploitations en 2007	% SAU détenue par les exploitations < 5 ha	Part des exploitations avec 5-50 ha de SAU	% SAU détenue par les exploitations 5-50 hectares	Part des exploitations de > = 50 hectares dans le total des exploitations en 2007	% SAU détenue par les exploitations > = 50 ha de SAU
Bulgarie	95	10	3,9	8,1	1,3	81,9
Estonie	36	2,4	52,8	20,6	11,1	77
Hongrie	89	6,8	8,6	18,5	1,9	74,7
Lettonie	41	5,8	54,4	45,1	4,7	49,1
Lituanie	61	14,4	36,5	39,7	3	46
Pologne	68	17,6	30,5	58,1	1	24,3
Rep. Tchèque	50	0,8	33	6,5	16,7	92,7
Roumanie	90	35,1	9,8	24,9	0,4	40
Slovaquie	87	2,7	8,6	4,4	4,2	92,9
Slovénie	59	21,8	40,4	67,3	0,5	10,9
PECO10	81,5	18,5	17,5	33,7	1	47,8
UE15	55	4,4	34,6	27,3	10,9	68,3

Source : EUROSTAT, sept. (2009).

une diminution de la SAU plus importante que celle du nombre d'exploitations (*tableau 3*). Globalement, le processus de restructuration actuel dans les PECO n'est pas plus rapide que dans de nombreux pays de l'UE15. En effet, la baisse du nombre d'exploitations entre 2003 et 2007 dépasse 10 % au Portugal, en Italie, en France, en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas. La taille moyenne des exploitations des PECO10 s'accroît de 11,7 %, soit de 0,6 hectare entre 2003 et 2007 alors qu'elle s'accroît de 8,9 % dans l'UE15, soit de 1,8 hectare et de 15,1 % en France par exemple. Les exploitations des PECO10, qui font en moyenne 6 hectares restent encore presque 4 fois plus petites que celles de l'UE15 en 2007.

La pyramide des âges des exploitants agricoles ne semble pas être en cause dans l'accélération de l'exode. Les exploitants de moins de 35 ans sont un peu plus nombreux dans les PECO10 en 2007 (7,4 %) que dans l'UE15 (5 %) alors que les plus de 65 ans sont en pourcentage équivalent (29 %).

1. Une majorité de très petites exploitations

Les très petites exploitations (inférieures à 5 hectares) sont largement majoritaires dans les PECO10. Elles représentent en moyenne 81,5 % du total des exploitations en 2007 mais n'occupent que 18,5 % de la SAU totale.

Deux pays font exception : l'Estonie et la Lettonie, où elles ne représentent respectivement que 36 % et 41 % du total des exploitations. Dans ces deux pays, ce sont les exploitations moyennes (entre 5 et 50 hectares) qui sont majoritaires.

En Slovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie, les très petites exploitations représentent plus de 87 % des exploitations et couvrent respectivement 2,7 %, 6,8 %, 35,1 % et 10 % des surfaces agricoles utilisées. Cette importance des très petites exploitations est due à de multiples causes dont certaines sont antérieures au processus de

décollectivisation agraire. C'est le cas en Pologne où les exploitations familiales de moins de 15 hectares représentaient plus de 90 % des exploitations en 1990 (Bazin, 2007). Mais plus couramment, ce sont les processus de décollectivisation et de démembrement des exploitations collectives qui sont la cause de cette atomisation foncière avec, par exemple, le repli sur le lopin individuel dans le cas des anciens kolkhoziens, le choix de s'installer sur la « part foncière » attribuée aux ouvriers de certaines fermes d'État plutôt que de la louer aux nouvelles structures d'exploitations individuelles ou sociétaires...

Le rythme de disparition de ces très petites structures est variable selon les pays mais reste globalement assez lent. Entre 2003 et 2007, leur nombre a baissé en moyenne de 9,6 %, mais plus de la moitié ont disparu en Estonie, 31,2 % en Lettonie, 27,4 % en Bulgarie et 25,4 % en République Tchèque. Seule la Pologne et dans une moindre mesure la Slovénie ne suivent pas ce mouvement. Dans ces pays, les très petites exploitations résistent, notamment en Pologne où au cours de cette période leur nombre a augmenté (voir les raisons évoquées plus haut). Ces « résistances » recouvrent des réalités et des stratégies économiques, sociales, patrimoniales, voir spéculatives dans le périurbain (Vandenbroucke et Fehér le montrent bien en Hongrie dans ce numéro) qui peuvent être très différentes à l'intérieur d'un même pays. Par conséquent, les très petites exploitations sont toujours majoritaires en nombre dans le paysage rural de l'Est européen, notamment en Roumanie, Slovénie, Hongrie, Lituanie et Pologne alors que dans un même temps les grandes exploitations se déploient.

2. Très peu de grandes exploitations sur une vaste surface agricole utilisée

Les exploitations de plus de 50 hectares occupent en moyenne 47,8 % de la SAU des PECO10 alors qu'elles ne représentent que 1 % des exploitations totales. En Europe, ces exploitations occupent plus de 68 % de la SAU totale mais représentent près de 11 % du

total des exploitations. La différence réside dans les extrêmes. Alors que des exploitations de plus de 1 000 hectares restent rares dans l'UE15 (sauf en ex-Allemagne de l'Est), on trouve couramment en République Tchèque, Slovaquie, Hongrie et Bulgarie, ce type de structures directement issues des anciennes structures collectives recomposées sous des formes sociétaires ou privées.

Les graphiques suivants (*graphiques 1 et 2*) qui hiérarchisent la part des exploitations de plus de 50 hectares dans chaque pays et leur part de la SAU montrent qu'en République Tchèque et en Slovaquie, les grandes exploitations occupent plus de 92 % de la SAU totale du pays avec des superficies occupées supérieures à celles du Royaume-Uni ou de la France alors qu'elles ne représentent respectivement que 16,7 % et 4,2 % du total des exploitations agricoles. Vient ensuite la Bulgarie où plus de 80 % de la SAU est occupée par 1,3 % des exploitations. En Hongrie, où elles représentent moins de 2 % les grandes exploitations occupent presque 75 % de la SAU du pays. En Roumanie, elles sont très peu nombreuses (environ 15 000 soit 0,4 % du

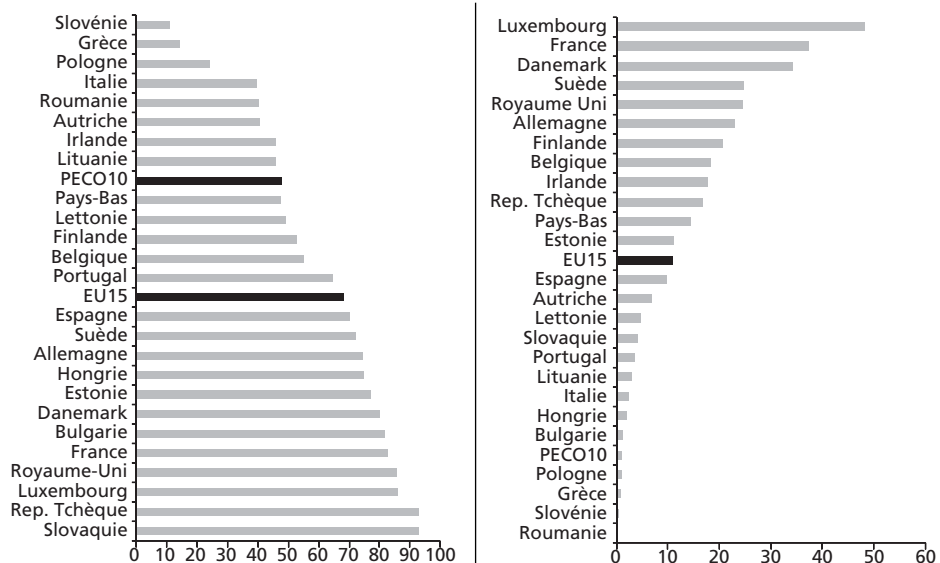
total) mais elles couvrent 40 % de la superficie cultivée (soit 370 hectares par exploitation). Dans d'autres pays, comme la Pologne et la Slovaquie, les grandes exploitations sont peu présentes (avec une part de 1 % et 0,5 % du total des exploitations) et occupent une faible part (24 % et 11 %) des terres utilisées. En 2007, les exploitations supérieures à 50 hectares sont environ 30 % plus nombreuses qu'en 2003. Cependant dans certains pays comme en Roumanie leur nombre n'a augmenté que de 2,5 %.

3. La difficile émergence d'une paysannerie moyenne

La présence de structures agraires bipolaires entre, d'une part une multitude de très petites exploitations peu intégrées aux marchés agricoles et, d'autre part, de grandes exploitations individuelles et sociétaires issues du processus de réforme foncière, ne doit pas occulter l'émergence depuis les années 2000 d'une paysannerie « moyenne » soutenue par la mise en œuvre des politiques agricoles et rurales européennes.

Dans les PECO, la part des exploitations moyennes (5-50 hectares) dans le total des

Graphiques 1 et 2. Les exploitations de plus de 50 hectares dans l'UE27 en 2007



Source : calculs des auteurs à partir d'Eurostat (2009).

Tableau 4. Les exploitations professionnelles dans les PECO10 en 2007

	Part des exploitations professionnelles en 2007 en %	Taille moyenne des exploitations professionnelles en 2007 en ha	UTA par exploitation	SAU/UTA ha
Bulgarie	–	–	–	–
Rép. Tchèque	37,2	243,3	8,6	28,3
Estonie	28,9	116,3	3,1	37,5
Hongrie	15,5	48,0	1,8	26,7
Lettonie	17,8	61,6	2,6	23,7
Lituanie	13,6	51,1	2,1	24,3
Pologne	31,8	17,3	1,8	9,6
Roumanie	–	–	–	–
Slovaquie	5,5	544,6	17,6	30,9
Slovénie	51,6	11,0	1,9	5,6
Total PECO10*	27,5*	–	–	–
UE15	40	–	–	–
UE25*	35	34,8	1,6	21,8

Notes : * hors Bulgarie et Roumanie.

Sources : EUROSTAT (mai 2009), Commission européenne (Eurostat et DG Agriculture et développement rural), FAO et UNSO et statistical and economic information 2008, European Union Directorate-General for Agriculture and Rural Development, March 2009.

exploitations est deux fois moins importante que dans l'UE15, cependant ces exploitations occupent un tiers de la SAU contre un peu plus de 27 % en EU15. Des différences existent entre les PECO10. Ainsi, dans des pays comme la Slovénie et ou encore la Pologne, les exploitations moyennes occupent la plus grande part de la SAU du pays (67,3 % et 58,1 %) alors qu'elles ne sont pas majoritaires en nombre. Dans les pays baltes et en Slovénie, le poids (en nombre et en SAU) des exploitations moyennes dans le total des exploitations est comparable à celles de pays comme l'Allemagne ou la France. C'est en Slovaquie et en Hongrie et dans une moindre mesure en République Tchèque, que ces exploitations sont les moins présentes.

4. Peu d'exploitations professionnelles mais de grande taille

Seulement 27,5 % (hors Bulgarie et Roumanie) des exploitations sont considérées comme professionnelles par la statistique agricole³ et leur proportion varie de

5,5 % en Slovaquie à 51,6 % en Slovénie pour 40 % en moyenne dans l'UE15. C'est en Slovénie, Pologne et République Tchèque qu'elles sont les plus présentes (tableau 4). Cependant, leur taille est très différente selon les pays. Ainsi, en Pologne et en Slovénie, ces exploitations font en moyenne moins de 18 hectares. Dans d'autres pays, leur taille moyenne est beaucoup plus importante, comme en Slovaquie où elle est de 544 ha en République Tchèque de 243 ha et en Estonie de 116 ha. Ces exploitations ne jouent donc pas le même rôle dans le paysage agricole des pays, ne serait-ce que par la main-d'œuvre salariée importante mobilisée (8,6 UTA par exploitation en République Tchèque et 17,6 en Slovaquie). Le nombre des exploitations professionnelles tend à augmenter, entre 2003 et 2007 l'augmentation a été de 12 % en moyenne, particulièrement dans les catégories de 16 à 100 unités de dimension économique⁴ qui s'accroissent d'un tiers.

3. L'exploitation dite professionnelle au niveau européen a une dimension économique équivalente à une exploitation d'au moins 12 hectares de blé.

4. Une unité de dimension économique est équivalente à la marge brute de 1,5 hectare de blé.

Les tendances récentes de la production agricole

Pour les PECO10, la forte récession des années 1990 due à la libéralisation des marchés agricoles, à la hausse des prix des consommations intermédiaires et à la suppression de la plupart des soutiens, n'avait pas été totalement surmontée lors de l'intégration et aucun pays n'avait retrouvé, en 2004, son niveau de production de 1989. La productivité moyenne du travail demeurerait très faible reflétant les moyens de production d'une économie paysanne (peu de terre et de capital, beaucoup de travail familial), tandis que les exploitations, même les plus grandes, ont souffert durant les années de transition d'un manque chronique de capitaux (Pouliquen, *op. cit.*).

Les capacités de développement des productions végétales et animales sont cependant importantes dans la plupart de ces pays et commencent à jouer un rôle certain, notamment en céréaliculture où les progrès en matière de rendement sont rapides dans les plus grandes unités. En 2008, les rendements moyens par hectare toutes céréales dépassent 50 quintaux en Hongrie, République Tchèque et Slovaquie alors qu'ils tournent

autour d'une trentaine de quintaux dans les Pays Baltes, en Pologne et en Roumanie. On constate également des variations interannuelles de rendements (et donc de production) fortes dans les PECO10 liées aux conditions climatiques plus continentales. Ainsi la production céréalière des PECO10 a augmenté d'un tiers entre 2007, année sèche, et 2008, excellente année, passant de 63,8 millions de tonnes à 87,4 millions de tonnes alors qu'elle n'augmentait que de 15 % dans l'UE15. Globalement, la production céréalière des PECO10 a retrouvé pour la première fois en 2008 son niveau de 1989. La production d'oléagineux, principalement le colza pour lequel les potentialités sont importantes, atteint 7,8 millions de tonnes en 2007. La production laitière totale (y compris consommation et vente à la ferme) est passée de 39 millions de tonnes en 1989 à 27,7 millions en 2004 et a augmenté de 3,3 % depuis pour atteindre 28,7 millions de tonnes en 2007, dont seulement 18,6 millions de tonnes sont collectés. À titre de comparaison en 2007, la production totale de l'UE15 atteignait 119,7 millions de tonnes dont 95 % sont collectés (*tableau 5*).

Tableau 5. Les principales productions agricoles des PECO10 en 2007

	Production (en milliers de tonnes)				Cheptels (en milliers de têtes)		
	Céréales sans riz	Pommes de terre ¹	Betteraves sucrières ²	Lait de vaches collecté	Bovins	Porcins	Ovins
	récoltée						
Bulgarie	3 171	299	16	746	611	889	1 526
Rép. tchèque	7 153	821	2 890	2 446	1 367	2 662	184
Estonie	860	143	0	593	242	375	74
Lettonie	1 535	630	11	631	399	414	54
Lituanie	3 017	572	800	1 347	788	923	43
Hongrie	9 659	536	1 676	1 448	705	3 871	1 232
Pologne	27 143	11 791	12 682	8 744	5 406	17 621	316
Roumanie	7 910	3 708	753	1 136	2 819	6 565	8 469
Slovénie	532	131	262	530	480	543	131
Slovaquie	2 793	288	847	964	502	952	347
PECO10	63 773	18 919	19 937	18 585	13 319	34 815	12 376
UE15	194 566	37 688	90 473	114 086	75 648	124 682	83 028
UE 27	258 383	56 769	110 410	132 856	89 042	160 046	95 708
Part des PECO10/UE27	24,7	33,3	18,1	14,0	15,0	21,8	12,9

Notes : 1. UE-27, Malte et Royaume-Uni : 2006 - 2. UE-27, Slovénie, Suède et Royaume-Uni : 2006.

Source : Eurostat 2009 (tag00031, tag00108, tag00106, tag00037, tag00016, tag00018 et tag00017).

Tableau 6. L'évolution du nombre d'exploitations et des surfaces certifiées en agriculture biologique

	Superficie certifiée AB 2003 (hectares)	Superficie certifiée AB 2007 (hectares)	Évolution 2007/2003 (multiplié par)	Nombre d'exploitations 2006	SAU bio par exploitation 2006 (hectares)
Bulgarie	3 750	13 646	3,4	218	22
Rép. tchèque	254 995	312 890	1,23	836	305
Estonie	21 200	79 530	3,8	1 173	62
Lettonie	48 200	150 505	3,1	4 095	29
Lituanie	48 000	120 418	2,5	1 911	48
Hongrie	113 816	122 270	1,08	1 533	80
Pologne	49 928	285 878	5,7	9 187	25
Roumanie	57 200	131 401	2,3	3 033	35
Slovénie	23 280	29 322	1,26	1 953	14
Slovaquie	54 478	117 906	2,2	279	435
PECO10	674 847	1 363 766	2,0	24 218	55
UE15	5 082 043	5 233 450	1,03	154 201	33
UE27	5 756 870	6 599 550	1,14	178 749	36
Part des PECO10/UE27	11,7 %	20,6 %		13,5 %	

Sources : Agence bio rapport (2008), Eurostat (2009).

Les PECO10 sont peu producteurs de viande bovine issue essentiellement d'un troupeau laitier en stagnation. La production de viande de porc des PECO10 est stable depuis alors qu'elle augmente de 6,2 % dans l'UE15 pour atteindre 18,9 millions de tonnes en 2007. La production de viande de volailles (2,4 millions de tonnes en 2007) croît fortement (+ 12,2 % depuis 2004 particulièrement en Lettonie, Lituanie, Bulgarie

et Pologne) alors qu'elle stagne à 8,4 millions de tonnes dans l'UE15. Ainsi, l'adhésion des PECO10, où vivent 28 % des consommateurs européens, aboutit à une augmentation de la production de l'UE15, de 15 % pour la viande bovine, de 21,8 % pour le porc, de 14 % pour le lait, de 24 % pour la volaille, de 24,7 % pour les céréales et de 33,3 % pour les pommes de terre en 2007.

Tableau 7. Production agricole et valeur ajoutée brute dans les PECO10 (en millions d'euros courants)

	Production en 2002			Production en 2007			Valeur ajoutée brute agricole (hors aides directes)	
	Totale	Végétale	Animale	Totale	Végétale	Animale	2002	2007
Bulgarie	2 855	1 668	1 187	2 739	1 517	1 222	1 605	1 243
Rép. Tchèque	3 208	1 644	1 564	3 953	2 339	1 614	919	1 068
Estonie	365	154	211	558	270	288	148	254
Lettonie	486	249	237	880	530	350	197	343
Lituanie	1 138	610	528	1 717	881	836	349	521
Hongrie	5 363	2 704	2 659	5 779	3 586	2 193	1 922	2 083
Pologne	12 659	6 260	6 399	18 388	9 674	8 714	4 826	7 186
Roumanie	9 896	5 752	4 144	12 675	8 585	4 090	5 109	5 822
Slovénie	1 013	509	504	1 046	539	507	458	388
Slovaquie	1 431	654	777	1 705	897	808	489	515
PECO10	38 414	20 204	18 210	49 440	28 818	20 622	16 022	19 423
UE15	243 363	134 290	109 073	269 608	153 571	116 037	130 770	123 551
UE 27	281 906	154 544	127 362	319 757	182 733	137 024	130 837	143 357
Part des PECO10/UE27	13,6 %	13,1 %	14,3 %	15,5 %	15,8 %	15,0 %	12,2 %	13,5 %

Source : Eurostat (2009).

1. Un développement récent de l'agriculture biologique

Dans les PECO10, l'agriculture biologique se développe rapidement depuis le début des années 2000 et les superficies doublent entre 2003 et 2007 pour représenter aujourd'hui plus de 20 % de la SAU certifiée (ou en cours de conversion) de l'UE27 (*tableau 6*). C'est particulièrement le cas en Pologne qui multiplie par plus de cinq sa SAU bio en quatre années et c'est également vrai pour les Pays Baltes et la Roumanie grâce aux soutiens de leurs programmes de développement rural.

Compte tenu des techniques de polyculture-élevage utilisant peu de produits chimiques de la majorité des très petits paysans de l'Est, on aurait pu penser que l'agriculture biologique se développerait en priorité dans ce type d'exploitations. Les résultats du *tableau 6* montrent que ce sont essentiellement les exploitations de taille moyenne voir de très grande taille (en Slovaquie, République Tchèque et Hongrie notamment) qui ce sont converties, en sachant profiter des soutiens européens et des marchés d'exportation en forte croissance vers l'UE15.

2. Un difficile rattrapage de la productivité agricole

Entre 2002 et 2007, la valeur de la production agricole des PECO10 a progressé (en euros courants) de 28,7 % alors que celle de l'UE progressait de 10,6 % (*tableau 7*). Ce résultat est essentiellement dû à l'augmentation des volumes et des prix des productions végétales dont le produit augmente de 40 % alors que le produit brut animal stagne. Mais tous les PECO10 ne suivent pas le même processus d'intensification de leurs productions. Les Pays Baltes et la Pologne sont les plus dynamiques suivies par la Roumanie et la République Tchèque avec des augmentations de la valeur de leur production allant de 81 % à 28 %. Par contre, la Hongrie n'augmente sa production que de 8 % alors que celle de la Slovaquie stagne et que celle de la Bulgarie régresse.

Globalement, en 2007, alors que les PECO10 concentrent la moitié des UTA, leur part de la production agricole ne représente que 15,5 % du total UE27 et celle de la valeur ajoutée brute seulement 13,5 % du total de l'UE27. Cela souligne des écarts très importants de productivité entre les PECO10 et l'UE15.

Le différentiel de productivité du travail agricole entre les PECO10 et l'UE 15 s'est réduit entre 2003 et 2007 (*tableau 8*). Au cours de cette période, dans les PECO10, la productivité agricole par UTA a progressé de plus de 57 % en moyenne alors que dans l'UE15, elle n'a augmenté en moyenne que de 7 %. Malgré ce rattrapage, avec 3 300 €/UTA en 2007, la productivité moyenne de chaque UTA des PECO10 n'atteint que 15 % de la moyenne de l'UE15. En 2003, elle n'était que 11,2 % et en 1998, seulement de 8,5 % (Pouliquen, *op. cit.*) Il existe des disparités importantes entre les PECO10. Ainsi, ce sont dans les PECO à très grandes structures agraires que la productivité du travail agricole est la plus élevée. Elle est de 8 000 €/UTA en République Tchèque et en Estonie, de 5 100 €/UTA en Slovaquie et de 4 900 €/UTA en Hongrie. Cependant dans ces pays, elle est bien inférieure à la moyenne de l'UE15 en 2007 qui s'élève à 22 000 €/UTA. En Bulgarie, Roumanie, Lettonie et Pologne, la valeur ajoutée brute par UTA comprise entre 2 400 et 3 100 €/UTA est de 9 à 7 fois inférieure à celle de UE15.

Cet accroissement de plus de moitié de la valeur ajoutée brute par UTA entre 2003 et 2007 dans les PECO10, correspond à une amélioration des revenus agricoles du même ordre, qui a été beaucoup plus élevée que dans l'UE15. Dans une récente publication Eurostat indique que le revenu agricole réel (déflaté) par UTA augmente de 61 % dans les NEM12 entre la moyenne 2000-2002 et 2007-2009, alors qu'il diminuait de 10 % dans l'UE15 (Eurostat Statistics, 2010)⁵.

5. Eurostat Statistics, in focus, 18/2010.

Tableau 8. La productivité du travail agricole dans les PECO10 en 2003 et 2007 (VAB/UTA)⁶ (en euros courants)

	Valeur ajoutée brute de l'agriculture en millions d'euros	Main-d'œuvre agricole en UTA	Productivité de la main-d'œuvre agricole par UTA en milliers d'euros	Valeur ajoutée brute de l'agriculture en millions d'euros	Main-d'œuvre agricole en UTA	Productivité de la main-d'œuvre agricole par UTA en milliers d'euros
	2003			2007		
Bulgarie	1 532,2	791,6	1,9	1 168,0	494,4	2,4
Rép. tchèque	828,8	170,3	4,9	1 106,7	138,1	8,0
Estonie	139,9	38,8	3,6	262,2	32,9	8,0
Lettonie	185,1	140,9	1,3	299,5	107,4	2,8
Lituanie	389,2	186,7	2,1	619,6	114,0	5,4
Hongrie	1 727,2	581,9	3,0	2 253,3	459,3	4,9
Pologne	4 035,7	2 279,4	1,8	7 162,5	2 299,3	3,1
Roumanie	5 546,8	2 696,0	2,1	5 954,0	2 216,0	2,7
Slovénie	321,8	95,6	3,4	405,1	84,0	4,8
Slovaquie	349,6	118,6	2,9	465,2	91,3	5,1
PECO10	15 056,4	7 099,9	2,1	19 696,0	6 036,6	3,3
UE15	115 831,5	6 166,1	18,8	124 645,2	5 678,6	22,0
UE27	131 305,4	13 300,9	9,9	144 092,3	11 744,1	12,3

Source : Eurostat (2009).

Sans la baisse de 31 % des UTA des PECO10 pendant cette période, la hausse du revenu agricole n'aurait été que de 10 %. Ainsi les revenus sont passés d'environ 2 000 €/UTA à un peu plus de 3 000 €/UTA au cours de cette période. Ils restent 6,4 fois plus élevés dans l'UE15 mais ce rapport est plus faible si on compare les revenus en standard de pouvoir d'achat. Cette évolution positive a convaincu de nombreux petits paysans de l'Est, plutôt réticents face à l'intégration, des « bienfaits » de l'Europe (Halamska, *op. cit.*).

3. Une répartition très inégale des aides directes

Les aides directes PAC couplées et découplées représentent 39,1 milliards d'euros en 2009, soit 85 % du 1^{er} pilier (Sotte, 2011). Leur distribution très inégale entre les États et les exploitations ne reflète pas seulement les disparités structurelles déjà évoquées. Les modalités de calcul des aides par hectare liées aux rendements moyens toutes céréales

des États (qui vont du simple au double entre les PECO10 et l'UE15) ainsi que la progressivité des aides (elles atteignent en 2009, 60 % du montant prévu en 2013) renforcent les inégalités de soutien. Ainsi les PECO10 qui regroupent 39,6 % des bénéficiaires ne perçoivent que 10,4 % des soutiens directs et chaque exploitation bénéficiaire reçoit 1 300 euros en moyenne dans les PECO10 contre 7 443 euros dans l'UE15 (tableau 9). Les situations nationales sont très contrastées, que l'ont soit dans les PECO 10 (un exploitant slovaque touche en moyenne 20 243 euros lorsque son homologue roumain perçoit 493 euros) ou dans l'UE15 (20 960 euros pour un français et 2 862 euros pour un Grec). Par ailleurs cette inégalité entre les États se double d'une plus forte concentration des aides sur une faible frange d'exploitations dans les PECO10 où 2,9 % des bénéficiaires captent 57,4 % des aides (soit 25 720 euros en moyenne pour ces bénéficiaires). Une telle inégalité de soutien a bien sûr des conséquences sur les capacités d'accumulation différentielle de capital entre les catégories d'exploitations, en favorisant la modernisation des plus grandes.

6. La valeur ajoutée brute aux prix de base correspond à la valeur de la production, déduction faite de la valeur des consommations intermédiaires.

Tableau 9. Aides directes PAC couplées et découplées par État et exploitation bénéficiaire dans l'UE27 en 2009

	Montant total des aides directes PAC perçues par État (€ x 1 000)	Nombre de bénéficiaires	Moyenne par bénéficiaire (€)	% des bénéficiaires percevant plus de 5 000 €	% du montant total perçu par les bénéficiaires percevant plus de 5 000 €
Bulgarie	210 392	80 350	2 618	7,2	83,1
Rep. Tchèque	473 694	23 400	20 243	32,9	94,9
Estonie	51 398	17 230	2 983	9,7	74,8
Lettonie	195 821	182 330	1 074	3,0	49,2
Lituanie	76 321	70 460	1 083	2,9	48,9
Hongrie	682 896	185 140	3 688	10,6	77,1
Pologne	1 562 237	1 406 180	1 111	2,4	32,7
Roumanie	531 441	1 078 550	493	1,1	53,1
Slovénie	70 103	60 020	1 168	2,9	27,0
Slovaquie	200 629	15 730	12 754	8,0	95,2
PECO10	4 054 872	3 119 390	1 300	2,9	57,4
Belgique	574 350	38 240	15 020	64,6	95,4
Danemark	976 695	56 870	17 174	49,1	95,3
Allemagne	5 534 722	352 870	15 685	51,4	95,0
Irlande	1 277 802	124 500	10 263	58,2	90,3
Grèce	2 496 893	872 570	2 862	14,7	66,1
Espagne	5 133 532	909 800	5 642	24,3	83,5
France	8 165 475	389 580	20 960	68,3	97,6
Italie	4 119 950	1 254 150	3 285	12,4	74,1
Luxembourg	34 511	1 840	18 756	77,7	97,7
Pays-Bas	823 186	62 820	13 104	53,0	94,8
Autriche	711 761	122 570	5 809	37,6	79,8
Portugal	601 898	194 200	3 100	10,0	79,2
Finlande	545 188	64 870	8 404	53	86,8
Suède	713 376	79 870	8 932	36,8	88,8
Royaume-Uni	3 317 570	181 300	18 520	54,6	95,6
UE15	35 026 909	4 706 050	7 443	28,5	89,1
UE27	39 109 428	7 868 570	4 970	18,5	85,2

Sources : Eurostat 2010, http://ec.europa.eu/agriculture/funding/directaid/distribution_en.htm,
Calcul des auteurs.

Les modalités d'attribution des aides directes PAC en fonction de la surface et sans plafonnement représentent donc un puissant facteur de restructuration qui ne va pas dans le sens d'une réduction des inégalités de développement agricole en Europe.

Conclusion

Ce panorama des évolutions structurelles et productives des PECO10 replacées dans leur contexte européen souligne plusieurs faits majeurs de l'évolution de l'activité agricole de ces pays depuis leur intégration.

- *Le choc concurrentiel* que craignaient les producteurs agricoles de l'Ouest, du fait du faible coût de la main-d'œuvre et de la domination des grandes structures, comme ceux de l'Est, du fait de la faiblesse de la productivité du travail agricole et du différentiel d'aides PAC, n'a pas abouti à des délocalisations majeures de production ou à des mouvements d'exode de grande ampleur.

- *Le dualisme structurel* ne s'est pas réellement réduit et les stratégies de résistance et de résilience des petites exploitations démontrent leurs capacités à s'adapter à un

environnement économique et politique en rapide évolution, notamment par des mouvements de la main-d'œuvre agricole familiale (à l'intérieur ou même à l'extérieur de ces pays) qui ne remettent pas toujours en cause l'exploitation de départ et parfois la consolident par les transferts financiers qu'ils permettent.

• *L'amélioration des revenus agricoles* entre 2004 et 2009, dans tous les nouveaux États membres, a facilité le processus d'intégration. Mais cette amélioration a été largement due à des facteurs conjoncturels, la hausse des prix du lait et des grandes cultures, qui peuvent être brutalement remises en cause. Le versement des aides directes PAC, même faibles, comprises entre 100 et 150 euros par hectare en 2009, correspond à une hausse du pouvoir d'achat des ménages agricoles et a permis parfois d'engager les premières mises aux normes des élevages (Chantre et Bazin, 2008). Cette

question de la mise aux normes progressive et obligatoire de l'ensemble des exploitations risque d'exclure un nombre croissant de producteurs de leurs accès traditionnels aux marchés.

Si le bilan de ces premières années d'intégration semble aussi positif c'est également lié au contexte de forte croissance économique générale qu'ont traversé ces pays entre 2004 et 2008 avec des taux de croissance annuels du PIB compris entre 4 % et 10 % qui ont permis de fortement réduire les taux de chômage. Mais certains d'entre eux sont particulièrement touchés par la crise économique. Les taux de chômage sont repartis à la hausse (9,7 % en Hongrie, 12 % en Slovaquie, 19,7 % en Lettonie, en septembre 2009). Dans ce contexte les petites exploitations pluriactives et familialement solidaires peuvent-elles encore jouer un rôle d'amortisseur social comme cela a été le cas pendant la transition ? ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bafoil F., Guyet R., L'Haridon L., Tardy V. (2003). Pologne : profils d'agriculteurs. *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1034, avril, p. 28-45.
- Bafoil F. (2006). *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*. Paris, Presses de Sciences Po, 565 p.
- Bazin G. (2007). Politique agricole commune à l'Est. Premiers résultats. *Le courrier des Pays de l'Est*, n° 1063, octobre, p. 4-11.
- Bignebat C., Latruffe L. (2011). Vingt ans de réformes foncières en Europe Centrale et Orientale : bilan et perspectives. *Économie rurale*, n° 325-326, septembre-novembre.
- Bourdeau-Lepage L. (2006). Advanced services and European integration. The potential of regions in East Central and Eastern European countries. *Die Erde*, n° 1, 137, p. 223-240.
- Bourdeau-Lepage L. (2005). *D'Ouest en Est. Regards sur la recomposition des espaces économiques*. Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université de Bourgogne, <http://sites.google.com/site/lise-bourdeaulepage/derniere-publications/cv>
- Chantre E., Bazin G. (2008). La petite paysannerie d'une zone de montagne polonaise face à la PAC. In « *L'agriculture française et l'agriculture polonaise dans l'Europe de 2007* », Paris-Varsovie, Académie Polonaise des Sciences, p. 110-139.
- Darrot C. (2008). *Les paysans polonais à l'épreuve de la PAC, une analyse multidisciplinaire d'un référentiel de politique publique*. Rennes, thèse de doctorat, Agrocampus-Ouest, 523 p.
- European Union (2009). *Agriculture in the European Union. Statistical and economic information 2008*. Directorate-General for Agriculture and Rural Development March.
- Eurostat (2009). <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/agriculture/data/database>
- Eurostat (2010). *EU agricultural income down 11, 6 % in 2009*. Statistics in focus 18/2010.
- Halamska M. (2007). *Quel devenir pour l'agriculture paysanne en Pologne ?* Académie d'agriculture de France, 20 juin.
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, (2006). La mosaïque agricole des dix nouveaux membres de l'Union. *Agreste Primeur*, n° 176, juin.
- Parlement européen (2006). *Rapport sur l'intégration des nouveaux États membres dans la PAC*. Rapporteur : Csaba Sandor Tabajdi.
- Parlog C., Caracota D. (2002). *Dezechilibre regional in ocuparea fortei de munca* (déséquilibre régional de la main-d'œuvre). Romania, A.S.E. Congress.
- Pouliquen A. (2001). *Compétitivité et revenus agricoles dans les secteurs agroalimentaires des PECO. Implications avant et après adhésion pour les marchés et les politiques de l'UE*. Rapport pour la Commission européenne, Direction générale de l'agriculture, octobre, 100 p.
- Sotte F. (2011). *The CAP and the EU budget. Do the ex-ante data tell the true?* 122nd EAAE Seminar, Ancona, February 17-18.
- Vandenbroucke P., Fehér I. (2011). Dynamique des structures agraires hongroises : quels profils d'exploitations se dessinent ? *Économie rurale*, n° 325-326, septembre-novembre.
- Von Hirschhausen B. (2008). Les sociétés rurales roumaines face à l'irruption des programmes de développement. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39.